

ANNEXE AU CAHIER DES CHARGES

ANNEXE DOMANIALE

1) Avis conforme du commandant de la base de Défense par message NEMO n° XXX du XXX

2) Situation du (des) composant(s) pour la concession de service relative à l'exploitation et la gestion d'un food-truck

LIBELLE SITE	N° site G2D	N° site CHORUS/RE/FX	N° de composant G2D	N° de composant CHORUS/RE/FX	Nom du composant	Unité	n° Local	Surface en m ²
ARSENAL OUEST-CENTRE MALBOUSQUET	830 137 530 O	158591	204	158591/300498	Aire aménagée « routes-parkings »	Centre de loisirs de la Naïade	-	7,50 m²
ARSENAL OUEST-CENTRE MALBOUSQUET	830 137 530 O	158591	052	158591/290125	Local stockage	Centre de loisirs de la Naïade		12 m ²

3) Redevance domaniale

La présente autorisation d'occuper le domaine public est conclue moyennant le paiement d'une redevance fixée par la direction départementale des finances publiques. Le montant de la redevance est constitué d'une part fixe et d'une part variable :

A) Part fixe de la redevance :

Le montant de la part fixe en contrepartie de la mise à disposition du bien est fixée à :

- **591** (cinq cent quatre-vingt-onze) euros (selon le barème départemental 2026 actualisé chaque année en fonction de l'indice en cours)

B) Part variable :

La part variable de la redevance est déterminée par application d'un taux **de 1% du chiffre d'affaire réalisé sur l'année N-1**.

La redevance est payable par terme annuel et d'avance auprès du comptable spécialisé du Domaine (CSDOM) qui transmettra un titre de perception. La redevance commencera à courir à partir de la date de notification de la concession de services ou de la date de début d'exploitation précisée dans l'ordre de service, si elle est différente de la date de notification. L'ordre de service devra être produit au service local du Domaine.

Le paiement se fait :

- par internet sur le site www.payfip.gouv.fr, par carte bancaire ou par prélèvement unique sur compte bancaire ;
- par chèque à envoyer à un centre d'encaissement ;
- par virement ou prélèvement bancaire. Les références bancaires du CSDOM figurent ci-après :

BDFEFRPPCCT (BIC) FR46 30001000 64R7 5500 0000 013 (IBAN)

Le virement doit comporter les références de la facture CSPE NN 26XXXXXXXXXX, afin d'en permettre la correcte imputation (numéro figurant en partie références du titre de perception).

En cas de retard dans le paiement, la redevance échue porte intérêt de plein droit au taux annuel applicable en matière domaniale conformément à l'article L 2125-5 du code général de la propriété des personnes publiques, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard.

Conformément à l'article R.2125-3 du code général de la propriété des personnes publiques, la révision du montant de la redevance peut intervenir à l'expiration de chaque période fixée pour le paiement de la redevance et notamment en fonction de l'évolution à la hausse de l'indice TP 02 ou de tout autre indice qui pourrait lui être substitué en cas de disparition.

L'indice TP 02 de référence sera celui du mois de mai 2025, à savoir 135,3.

Le titulaire communiquera annuellement au service local du Domaine, DDFIP du VAR, CS 91409, 83 056 TOULON cedex, et à la fin de chaque exercice, une attestation de chiffre d'affaires certifiée par le comptable, comprenant obligatoirement le montant du chiffre d'affaires global réalisé au titre des activités exercées sur le site.

Dans la mesure où le titulaire ne respecterait pas cette obligation, la part variable de la redevance du présent titre d'occupation sera assise sur le montant HT du dernier chiffre d'affaires global qu'il a déclaré auprès de l'administration dans le cadre de ses obligations fiscales.

4) Conditions domaniales :

L'autorisation d'occuper le domaine, donnée dans le cadre de cette concession de services, ne peut en aucun cas être considérée comme convention ouvrant droit, suivant le cas, soit à la propriété commerciale, soit aux avantages conférés par les baux ruraux.

Cette occupation ne confère pas à son titulaire de droits réels prévus par le code général de la propriété des personnes publiques et par la jurisprudence.

L'autorisation d'occuper le Domaine est rigoureusement personnelle. Le bénéficiaire ne pourra donc, de quelque manière que ce soit, en transférer le bénéfice à quiconque. En outre, elle sera résiliée de plein droit en cas de décès du permissionnaire, ou pour les personnes morales en cas de changement d'objet, de forme juridique, de cessation d'activité ou dissolution.

Le bénéficiaire fera de son affaire personnelle de tous risques et litiges de quelque nature qu'ils soient, provenant de l'utilisation qu'il fait du domaine mis à sa disposition. Il sera seul responsable aussi bien envers l'Etat qu'à l'égard des tiers, de tous accidents, incidents, dégâts ou dommages.

L'autorisation d'occuper le domaine public militaire est accordée à titre précaire et révocable et pourra, de ce fait, être retirée à tout moment, en cas d'inexécution des conditions imposées ou bien si les besoins des Armées et des Anciens combattants ou un intérêt public justifient cette mesure, ce dont l'administration restera seul juge, et ce, sans que le titulaire ou ses ayants droit puissent prétendre à une indemnité ou à un dédommagement quelconque, sans préjudice de l'application des dispositions contractuelles du contrat de concession dont le bénéficiaire est titulaire.